

# Réalisation d'une évaluation de la mise en œuvre de la charte du Parc national des Cévennes

**Cahier des clauses particulières  
valant acte d'engagement**

**Marché de prestations intellectuelles**

**N°2024/PNC/MAPA/04**

**Date et heure limites de remise des offres : le 28/11/2024 à 12 h 00**

## TABLE DES MATIERES

<i>CONTRACTANTS ET ENGAGEMENT</i> .....	4
<b>1. CONTEXTE DE LA DEMANDE</b> .....	<b>7</b>
1.1. NATURE DE L'ÉVALUATION.....	7
1.2. APPLICATION A LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CÉVENNES .....	7
1.2.1. PRESENTATION DU PARC NATIONAL DES CEVENNES.....	7
1.2.2. PRESENTATION DE LA CHARTE .....	8
<b>2. OBJET DE LA PRESTATION</b> .....	<b>9</b>
2.1. CADRE MÉTHODOLOGIQUE.....	9
2.1.1. REFERENTIEL D'ÉVALUATION .....	9
2.1.2. OBJECTIFS GENERAUX D'ÉVALUATION PROPRES AU PARC NATIONAL DES CEVENNES.....	9
2.2. PRESTATION ATTENDUE .....	10
2.3. CALENDRIER D'EXÉCUTION ET CONTENU DÉTAILLÉ DE CHAQUE PHASE .....	11
2.3.1. PHASE 1 : METHODOLOGIE ET REFERENTIEL D'ÉVALUATION .....	11
2.3.2. PHASE 2 : CONDUITE DE L'ÉVALUATION .....	11
2.3.3. PHASE 3 : CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET RESTITUTION FINALE .....	11
2.3.4. CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION .....	12
2.4. LIVRABLES.....	12
2.4.1. PHASE 1: TRAVAUX PRELIMINAIRES.....	12
2.4.2. PHASE 2: CONDUITE DE L'ÉVALUATION .....	12
2.4.3. PHASE 3: SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS .....	13
2.5. COMPÉTENCES REQUISES.....	13
<b>3. MODALITÉS DE CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b> .....	<b>14</b>
3.1. PROCÉDURE DE PASSATION ET TECHNIQUE D'ACHAT.....	14
3.2. LOTS - TRANCHES.....	14
3.3. DURÉE DU MARCHÉ.....	14
3.4. CLAUSE DE RÉEXAMEN .....	14
3.5. PIÈCES CONSTITUTIVES .....	14
3.6. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	14
3.7. MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....	15
3.8. PUBLICATION.....	15
3.9. PRÉSENTATION DE L'OFFRE .....	15
3.10. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS .....	16
3.11. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES .....	16
3.11.1. EXAMEN DES CANDIDATURES.....	16
3.11.2. JUGEMENT DES OFFRES .....	16
3.11.2.1. CRITERE QUANTITATIF FINANCIER : PRIX DES PRESTATIONS .....	17
3.11.2.2. CRITERE QUALITATIF : QUALITE DU MEMOIRE TECHNIQUE .....	17
3.11.2.3. EXPERIENCE ET QUALIFICATION.....	17
3.11.2.4. CALENDRIER D'EXECUTION.....	17
3.11.2.5. PHASE DE NEGOCIATION ET NOTE FINALE POUR LA SELECTION .....	17
3.11.2.6. SUITES DONNEES A LA CONSULTATION .....	18
3.12. PILOTAGE DE LA MISSION .....	18
3.13. PRIX .....	18
3.13.1. ÉTABLISSEMENT DU PRIX .....	18
3.13.2. FORME DU PRIX .....	18
3.13.3. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES HORS BORDEREAU DES PRIX .....	18
3.14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	18
3.14.1. AVANCE FORFAITAIRE .....	18
3.14.2. DEMANDES DE PAIEMENT .....	18
3.14.3. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	19
3.15. BUDGET .....	20
3.16. MONTANT DE L'OFFRE .....	20

3.17. OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....20

3.17.1. OBLIGATIONS GENERALES ..... 20

3.17.2. CONFIDENTIALITE ..... 20

3.17.3. PROPRIETE INTELLECTUELLE ..... 20

3.18. PÉNALITÉS.....21

3.19. RÉSILIATION DU MARCHE .....21

3.20. ACHÈVEMENT DE LA MISSION .....21

3.21. LITIGES .....22

3.22. SIGNATURE DE L’OFFRE PAR LE CANDIDAT .....22

3.23. DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....22

## CONTRACTANTS ET ENGAGEMENT

Entre les soussignés,

**Le titulaire (groupement ou opérateur individuel), d'une part,**

***Mandataire ou opérateur individuel :***

NOM et Prénom : \_\_\_\_\_

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : \_\_\_\_\_

Forme : \_\_\_\_\_

Au capital de : \_\_\_\_\_

Ayant son siège social à : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Mail : \_\_\_\_\_

Immatriculé(e) à l'INSEE :

N°SIRET : \_\_\_\_\_ Code APE : \_\_\_\_\_

N° d'inscription :

Au registre du Commerce et des Sociétés : \_\_\_\_\_

***Ou***

Au répertoire des métiers : \_\_\_\_\_

**Cotraitant n°** :

NOM et Prénom : \_\_\_\_\_

Agissant en mon nom personnel : \_\_\_\_\_

Domicilié à : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Mail : \_\_\_\_\_

**OU**

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société : \_\_\_\_\_

Forme : \_\_\_\_\_

Au capital de : \_\_\_\_\_

Ayant son siège social à : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Mail : \_\_\_\_\_

Immatriculé(e) à l'INSEE :

N°SIRET : \_\_\_\_\_ Code APE : \_\_\_\_\_

N° d'inscription :

Au registre du Commerce et des Sociétés : \_\_\_\_\_

**Ou**

Au répertoire des métiers : \_\_\_\_\_

☐ Agissant en tant que contractant unique,

**En cas de groupement d'opérateurs économiques :**

- ☐ Agissant en tant que mandataire du groupement solidaire,  
☐ Agissant en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint,  
☐ Agissant en tant que mandataire non solidaire du groupement conjoint,

**Et le pouvoir adjudicateur, d'autre part,**

**L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU PARC NATIONAL DES CÉVENNES**

6, bis place du Palais – 48400 FLORAC-TROIS-RIVIÈRES.

~ ~ ~

**Le contractant unique ou les contractants**, après avoir pris connaissance du cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (C.C.P valant A.E), des documents qui y sont mentionnés et accepter l'ensemble des pièces constitutives du marché :

- **S'ENGAGE(NT)**, sur la base de son offre ou de l'offre du groupement,
- **S'ENGAGE(NT)**, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le C.C.P valant A.E et les différentes pièces contractuelles citées dans celui-ci, à exécuter les prestations, dans les conditions ci-après définies.

Le présent C.C.P valant A.E correspond :



**à l'offre de base.**

- **DÉCLARENT SUR L'HONNEUR**, que le candidat individuel, ou que chaque membre du groupement :
  - n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique,
  - et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail.

## 1. CONTEXTE DE LA DEMANDE

La réforme des parcs nationaux de 2006 dite « loi Giran » a institué une nouvelle vision des principes de protection et de préservation dévolus aux parcs nationaux fondée notamment sur la notion de solidarité écologique entre les zones de protection renforcée appartenant au « cœur » et les zones périphériques de la « zone d'adhésion ». Cette évolution s'est accompagnée d'un nouveau mode de gouvernance marqué par la construction d'un projet de territoire, la charte, co-écrit avec les différents acteurs du territoire et sur lequel ces différents acteurs se sont engagés pour 15 ans.

La loi prévoit également qu'une délibération du conseil d'administration (CA) de l'établissement public sur l'opportunité de la révision de la charte doit intervenir 12 ans au plus après l'approbation de la charte (L 331-3-II du Code de l'Environnement).

### 1.1. NATURE DE L'ÉVALUATION

L'évaluation de la mise en œuvre de la charte d'un parc national constitue par conséquent **une évaluation d'une politique publique** qui doit permettre d'apprécier en quoi les acteurs du territoire d'un parc national ont répondu à leurs engagements en fonction de leurs responsabilités et des missions qui leur sont dévolues.

L'établissement public est le premier animateur de la mise en œuvre de la charte sur le territoire avec une responsabilité particulière dans le cœur. Il collabore cependant avec les autres acteurs du territoire, partenaires institutionnels et acteurs socio-économiques, pour faire aboutir le projet de territoire.

### 1.2. APPLICATION A LA CHARTE DU PARC NATIONAL DES CÉVENNES

L'importance et la priorité à donner à l'évaluation de la mise en œuvre par les différents partenaires de la charte dépendent du caractère propre à chaque parc national, de son contexte régional, de l'historique de sa création et des enjeux identifiés à partir du diagnostic de territoire.

#### 1.2.1. Présentation du Parc National des Cévennes

Le Parc national des Cévennes (PNC) se compose d'un cœur protégé de 937 km<sup>2</sup>, et d'une aire d'adhésion de près de 3 000 km<sup>2</sup>, avec 115 communes adhérentes (dont 47 ayant une partie en cœur) en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche. C'est le plus vaste parc national métropolitain et qui plus est, le seul parc significativement habité dans sa zone cœur avec 700 habitants permanents.

La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose. La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant cet héritage en 1970, en Réserve de biosphère (UNESCO, 1985) combinant conservation et développement, en Bien du Patrimoine Mondial (UNESCO, 2011) pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants. Le caractère exceptionnel de l'environnement nocturne du Parc en a également fait la plus grande réserve internationale de ciel étoilé d'Europe et l'une des quatre plus grandes au monde (RICE, 2018).

### 1.2.2. Présentation de la charte

La charte du Parc national des Cévennes a été approuvée en Conseil d'État le 8 novembre 2013. Le projet de territoire se fonde sur l'identification des principaux éléments constitutifs du caractère du parc national. Le caractère du Parc national des Cévennes est ainsi décliné dans la charte comme étant marqué par deux dimensions principales :

- un territoire offrant **une diversité biologique d'exception**, fruit de la rencontre entre la diversité du socle naturel et le travail millénaire des hommes
- **une culture humaine originale** bâtie sur la rudesse du territoire conduisant ses habitants à développer et maîtriser **des savoir-faire** en matière d'aménagement des pentes, de constructions en pierre sèche, de gestion de l'eau, de conduite des troupeaux et de cultures adaptées à cet environnement.

La charte souligne également qu'une part importante des valeurs culturelles du territoire relevait également d'une composante sensorielle et spirituelle, reprise dans l'expression « **esprit des lieux** » (quiétude, étendue des paysages, marques de l'histoire, ...) qu'il convient de préserver.

Les partenaires de la charte ont dès lors donné à la charte quatre grandes ambitions :

- **une mobilisation pour l'excellence écologique**
- **une culture vivante et partagée, source de cohésion sociale et territoriale**
- **un développement économique valorisant les patrimoines**
- **une intégration harmonieuse de la vie contemporaine dans les paysages cévenols et caussenards**

déclinées en 8 axes stratégiques de mise en œuvre qui peuvent être résumés comme suit :

- mettre en œuvre ce projet de territoire de manière collective dans le cadre d'une gouvernance renouvelée
- protéger la nature, le patrimoine et les paysages, mission centrale des parcs nationaux
- gérer et préserver l'eau et les milieux aquatiques en relevant le défi d'un développement local durable
- vivre et habiter en favorisant un mode de vie durable et économe en ressources
- favoriser une agriculture viable gestionnaire des paysages et de la biodiversité
- promouvoir les services écosystémiques de la forêt
- développer un tourisme durable
- soutenir une chasse exemplaire contribuant à l'équilibre agro-sylvo-cynégétique



## 2. OBJET DE LA PRESTATION

La prestation vise à produire, avec l'appui du PNC, l'évaluation finale de la mise en œuvre de la charte par l'établissement public du parc national et par les acteurs du territoire qui se sont engagés sur ce projet, les partenaires. C'est sur la base de cette évaluation que le Conseil d'Administration du PNC décidera, de réviser, de modifier ou de prolonger la charte.

Pour prendre une décision éclairée, l'évaluation doit permettre d'apprécier **les effets obtenus par la mise en œuvre de la charte sur le territoire au regard des 4 grandes ambitions de ce projet**. L'évaluation doit également concerner **la gouvernance du projet**, qui est par essence même collective ainsi que **les partenariats** mis en œuvre pour aboutir aux objectifs et contribuer aux orientations déclinées dans la charte.

### 2.1. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

L'évaluation finale de la mise en œuvre de la charte est une évaluation de politique publique. Ce type d'évaluation concentre en principe l'analyse sur l'efficacité, la cohérence et la pérennité des actions engagées sans en écarter l'efficience, quand cela est pertinent et possible.

Cependant, le prestataire pourra proposer d'autres critères ou registres d'évaluation en fonction de la nature des questions évaluatives et/ou des thématiques abordées.

#### 2.1.1. Référentiel d'évaluation

Pour réaliser ce travail, le prestataire devra déployer sa méthodologie dans un référentiel d'évaluation dont les contours ont été définis en interne par le PNC (annexe n°1).

Ce référentiel est constitué des questions évaluatives pour lesquelles ont été définis un certain nombre de critères de réussite (CdR). Il est attendu du prestataire qu'il puisse affiner ce référentiel par :

- une analyse critique des questions évaluatives pour lesquelles le prestataire pourra proposer des modifications
- la reformulation, l'ajout ou le retrait, argumentés, de critères de réussite
- la sélection d'indicateurs pertinents pour renseigner les critères de réussite

#### 2.1.2. Objectifs généraux d'évaluation propres au Parc National des Cévennes

L'évaluation finale telle que définie par le PNC en tenant compte de ses spécificités propres a pour objectifs :

- de dresser d'un bilan de l'application de la charte au cours des 12 dernières années au regard des objectifs et des orientations de la charte concernés par les questions évaluatives
- d'appréhender du mieux possible les effets obtenus (résultats et/ou impacts) par cette mise en œuvre au regard des quatre ambitions fondatrices de la charte
- d'apprécier la qualité de la gouvernance et de la dynamique partenariale pour sa mise en œuvre
- de révéler les verrous et les freins à la mise en œuvre de la charte mais aussi les facteurs clés et les leviers de réussite
- de proposer d'éventuelles recommandations pour décider ou non d'amender la charte et/ou d'en améliorer la mise en œuvre sur la base des analyses précédentes

## 2.2.PRESTATION ATTENDUE

Dans le cadre méthodologique défini ci-avant et l'énoncé des objectifs généraux, il est attendu du prestataire retenu les prestations suivantes :

- une analyse fine du référentiel d'évaluation fourni pour proposer de façon argumentée d'éventuelles corrections et propositions complémentaires.
- le choix et la définition des indicateurs et les sources de données à mobiliser pour renseigner les critères de réussite sans écarter l'utilisation **d'indicateurs qualitatifs**. Concernant ces derniers le prestataire précisera la méthode qu'il compte déployer pour les traiter en tenant compte des délais contraints de la prestation.
- la réalisation de l'évaluation elle-même, Sur cette phase centrale de l'évaluation, le prestataire expliquera comment il compte procéder pour collecter, analyser et intégrer les différents données et informations (méthode et calendrier). En ce qui concerne le PNC, le prestataire pourra avoir accès aux informations suivantes:
  - les documents relatifs à la charte
    - charte approuvée
    - carte des vocations
    - modalités d'application de la réglementation du cœur (marcoeurs)
  - le rapport d'évaluation environnementale de la charte
  - les contrats d'objectifs
    - contrat d'objectifs 2015 – 2017
    - contrat d'objectifs 2019 – 2023
  - les rapports annuels d'activités
  - la stratégie scientifique
  - les plans d'action
  - les conventions d'application
  - le résultat de l'évaluation intermédiaire conduite en interne : éléments détaillés sur 13 questions évaluatives et synthèse
  - les différents rapports de bilan et/ou de présentation de projets ou d'activités dont la consultation s'avérerait utile
  - d'une analyse de la pertinence des enjeux identifiés en 2013 et des enjeux émergents ou renforcés
  - les éléments de temps consacré aux différentes missions issus de la base EVA. A noter que ces éléments, quand ils existent, ne couvrent pas la totalité de la période à évaluer et ne sont pas exhaustifs.
- l'élaboration de recommandations pour améliorer l'application de la charte et son appropriation par l'établissement public et ses partenaires en s'appuyant sur une méthode que le prestataire déclinera dans sa réponse au cahier des clauses particulières.
- la production *in fine* d'une forme de restitution qui devra permettre aux administrateurs de comprendre la valeur ajoutée apportée au territoire par la mise en œuvre de la charte actuelle et de disposer des éléments nécessaires pour prendre les décisions qui s'imposent dans le cadre de la loi.

## 2.3. CALENDRIER D'EXÉCUTION ET CONTENU DÉTAILLÉ DE CHAQUE PHASE

La prestation comportera trois phases d'exécution:

- une phase préliminaire qui vise à fixer la méthodologie et le référentiel d'évaluation
- une phase de conduite de l'évaluation elle-même
- une phase d'analyse et d'élaboration des recommandations

### 2.3.1. Phase 1 : méthodologie et référentiel d'évaluation

Dans cette première phase, estimée à 1,5 mois, le prestataire fixera le référentiel d'évaluation en accomplissant tout ou partie des tâches suivantes :

- analyse des questions évaluatives (annexe I) et proposition au PNC, le cas échéant de modifications ou d'ajouts
- analyse des critères de réussite associés et proposition au PNC de modifications et de compléments
- identification et définition des indicateurs qualitatifs et quantitatifs permettant de répondre aux critères de réussite
- définition si nécessaire de CDR et/ou d'indicateurs permettant de faire la distinction entre le cœur et l'aire d'adhésion
- présentation des méthodes et/ou outils pour renseigner les indicateurs et notamment du type et du nombre d'entretiens qu'il compte mener auprès des agents comme auprès des instances de gouvernance et des partenaires

### 2.3.2. Phase 2 : conduite de l'évaluation

Dans cette deuxième phase, d'une durée estimée de 4 mois et qui pourra démarrer en parallèle de la première phase, le prestataire déploiera sa méthodologie dans le référentiel défini.

- Il mobilisera l'information existante et notamment les résultats de l'évaluation intermédiaire conduite en interne et les différents bilans de réalisations.
- Il complétera les données et les informations en appliquant les méthodes annoncées dans la phase I.
- Il identifiera pour chaque critère de réussite, les verrous ou les freins et les leviers de réussite potentiels.
- Il fera un focus spécifique sur les critères de réussite sur les thématiques prioritaires suivantes :
  - **agropastoralisme**
  - **forêt**
  - **éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) ou tourisme**

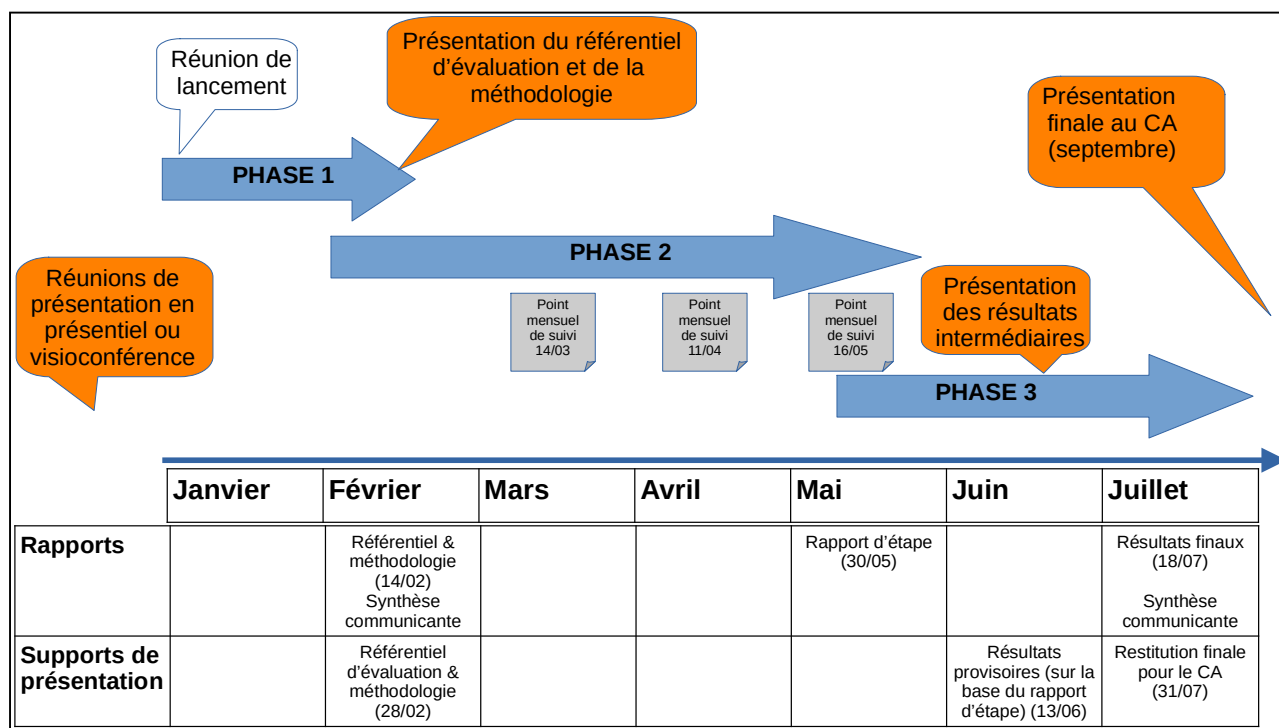
### 2.3.3. Phase 3 : conclusions, recommandations et restitution finale

Cette phase qui donne tout son sens au travail d'évaluation est estimée à 2 mois environ et pourra démarrer avant la fin de la deuxième phase.

Elle vise à consolider les résultats, à formuler des conclusions qui révèlent les verrous et les freins identifiés, et à élaborer des recommandations qui identifient les leviers d'amélioration qui seront discutées avec le PNC.

Le prestataire prend soin dans cette phase de dégager des ressources pour élaborer un support de restitution des résultats de l'évaluation finale aux administrateurs qui devra être validé par le PNC.

### 2.3.4. Calendrier prévisionnel d'exécution



### 2.4. LIVRABLES

Au regard des attendus déclinés ci-avant, les livrables sont les suivant :

#### 2.4.1. Phase 1: travaux préliminaires

Cette phase consacrée à finaliser le référentiel d'évaluation fera l'objet des livrables suivants :

- ✓ Un document de présentation du référentiel d'évaluation définitif qui devra démontrer le niveau de compréhension du prestataire des enjeux de la mission et du contexte territorial. Les éventuelles propositions de modifications, ajouts ou suppressions de questions évaluatives et de critères de réussite devront être argumentées. Ils feront l'objet d'une concertation et d'une validation par le PNC

Le prestataire fournira une présentation détaillée des indicateurs proposés pour quantifier et/ou qualifier les critères de réussite avec la présentation détaillée et systématique des personnes ressources (au sein de l'établissement et auprès des partenaires) et des sources d'informations et des moyens à mobiliser en tenant compte des spécificités du territoire et des contraintes de calendrier

- ✓ Le référentiel d'évaluation étant fixé, le prestataire réalisera en outre un document communiquant (4 pages maximum) sur ce référentiel et de la méthodologie d'évaluation proposée ayant vocation à informer les agents, les administrateurs ainsi que les partenaires
- ✓ Une réunion de présentation, **en présentiel**, du référentiel d'évaluation et de la méthodologie

#### 2.4.2. Phase 2: conduite de l'évaluation

Cette phase consacrée à la conduite de l'évaluation fera l'objet des livrables suivants :

- ✓ Un point d'avancement mensuel de la mission (indicateurs traités, agents et partenaires interviewés, difficultés éventuellement rencontrées, etc.) visant à vérifier la bonne cohérence des travaux menés par le prestataire avec les attendus et le calendrier défini. Ce point pourra être fait par téléphone ou en visio-conférence
- ✓ Un rapport d'étape apportant pour chaque critère de réussite arrêté, une présentation des indicateurs qualitatifs et quantitatifs en fonction des différents registres évaluatifs retenus ainsi qu'une analyse des « conditions de succès » (freins et leviers). Ce rapport comportera une partie « focus » traitant des trois thématiques prioritaires
- ✓ Un support de présentation des résultats provisoires amenés par le rapport d'étape
- ✓ Une réunion de présentation en visio-conférence ou en présentiel du rapport d'étape

### 2.4.3. Phase 3: synthèse et recommandations

- ✓ Un rapport final synthétisant (50 pages maximum hors annexes) l'ensemble de l'information et des données analysées et visant à éclairer les administrateurs sur la **mise en œuvre de la charte**, l'efficacité de la **gouvernance** et la qualité et la dynamique **des partenariats** mis en place, **les principaux freins et leviers identifiés** ainsi que les possibilités d'amélioration sous forme de **recommandations** et selon les trois scénarios envisagés :
  - non modification de la charte
  - modifications ne remettant pas en cause « l'économie générale » de la charte
  - révision de la charte
- ✓ Un support de présentation du rapport final destiné à être présenté aux administrateurs pour restituer les résultats et les enseignements de cette évaluation
- ✓ Une synthèse communicante du rapport d'évaluation finale (12 pages maximum)
- ✓ Une réunion de présentation, **en présentiel**, des résultats et des conclusions de l'évaluation finale aux administrateurs au cours du **CA de septembre 2025 (date prévisionnelle : 18 septembre)**

## 2.5. COMPÉTENCES REQUISES

Il est attendu du prestataire qu'il démontre sa compétence technique relative aux dispositions propres aux parcs nationaux, au rôle et au fonctionnement de la charte et sa compréhension des enjeux stratégiques attachés à l'évaluation de la charte d'un parc national et en particulier à celle du Parc national des Cévennes.

Le prestataire devra également avoir une solide expérience en matière d'évaluation de politiques publiques, si possible relatives aux aires protégées, une capacité à mener des entretiens qualifiés et devra également être capable de déployer une méthodologie pour :

- identifier les freins mais aussi les clés de succès
- proposer des recommandations stratégiques

Les CVs des membres de l'équipe en charge de la prestation devront être présentés en annexe de l'offre. Le prestataire s'engage à maintenir la composition de l'équipe tout le long de la prestation.

### 3. MODALITÉS DE CONSULTATION – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### 3.1. PROCÉDURE DE PASSATION ET TECHNIQUE D'ACHAT

Cette consultation est passée selon l'article L2122-1 et R.2122-8 du code de la commande publique, et se réfère au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

La présente consultation est une consultation initiale.

L'EP PNC pourra avoir recours à la négociation avec les 3 candidats, dont les offres auront été classées aux 3 premières places, selon les critères établis à l'article 3.11 du présent règlement, mais se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation, en application de l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

#### 3.2. LOTS - TRANCHES

Le marché n'est pas alloti.

#### 3.3. DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché prendra effet à compter de sa date de notification et durera 7 mois.

#### 3.4. CLAUSE DE RÉEXAMEN

Dans le respect des articles L.2194-1 et 2 et R.2194-1 à 4 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié en cours d'exécution par le pouvoir adjudicateur, afin d'adapter les prestations initialement demandées en cours de réalisation du marché si cela s'avérait nécessaire.

#### 3.5. PIÈCES CONSTITUTIVES

Les documents contractuels régissant le marché sont énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ☐ le présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (CC valant AE) et son annexe financière
- ☐ le mémoire technique remis par le titulaire à l'appui de son offre
- ☐ le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) issu de l'arrêté du 30 mars 2021,

Ces pièces prévaudront sur toutes autres pièces (contrat...) prévues et utilisées par le titulaire.

#### 3.6. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur le site internet de la plateforme des marchés publics de l'État : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

L'EP PNC recommande aux candidats souhaitant télécharger le dossier de consultation de s'identifier au préalable par une inscription gratuite, de façon à pouvoir être informé automatiquement d'une éventuelle modification du dossier de consultation.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une

adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure. Le candidat vérifiera également que les alertes de la plateforme ne soient pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables ».

En cas de difficulté quant au téléchargement du dossier, le candidat est invité à contacter le responsable du service numérique PLACE pour être orienté vers une alternative accessible ou obtenir le contenu sous une autre forme :



<https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/aide/assistance-telephonique>

### 3.7. MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 3.8. PUBLICATION

-  Site Internet de l'établissement Public du Parc national des Cévennes.
-  Site profil d'acheteur (plate-forme des achats de l'Etat PLACE).

### 3.9. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

Le candidat est invité à présenter dans son offre :

- Un mémoire technique et méthodologique présentant la compréhension du besoin ainsi que la méthodologie proposée sur la base du référentiel d'évaluation pré-défini.

Au regard de la phase 1, il est demandé au prestataire, à titre d'exemple, de décliner pour un critère de réussite donné, les indicateurs quantitatifs et qualitatifs qui seront mobilisés et comment il procédera, pour renseigner ce critère.

Au regard de la phase 2, le prestataire présentera dans son offre une liste des agents, des membres de la gouvernance et des partenaires identifiés qu'il envisage d'interroger, du type de données (quantitatifs ou qualitatifs) ou d'informations qu'il compte collecter auprès de ces partenaires et par quels moyens (demande d'informations ou entretiens individuels ou entretiens de groupe). Le PNC estime à une quinzaine environ, le nombre d'entretiens à réaliser en interne et d'au moins une trentaine, le nombre d'entretiens à réaliser auprès des instances de gouvernance et des partenaires. Le PNC sera à la disposition du prestataire pour affiner cette liste et flécher les bons interlocuteurs.

Au regard de la phase 3, le prestataire donnera des exemples concrets de la méthode et/ou des méthodes qu'il a pu déployer dans des prestations similaires, pour cerner les freins et les leviers de succès d'un projet et comment il compte bâtir les recommandations stratégiques. Il explicitera comment il compte travailler avec le PNC pour discuter de l'analyse et confronter les recommandations démontrant une bonne compréhension de la demande et précisant la façon dont le titulaire envisage de décliner concrètement le présent cahier des clauses particulières : moyens humains, matériels, organisation, modalités pratiques pour la réalisation, démarche proposée, principes d'échantillonnage, méthode d'enquête envisagée, nombre et nature des questions, durée d'administration du questionnaire, moyens consacrés et livrables.

- Un calendrier d'exécution, faisant apparaître les dates de réunions, de rendus et de livraison
- Une liste de références en adéquation avec la prestation demandée, le CV des personnes en charge de la mission ainsi que le nombre de jours durant lesquels elles seront mobilisées (voir annexe

financière)

- Le présent cahier des clauses particulières, ainsi que son annexe financière, paraphé à chaque page, signé sur la dernière page avec date, nom du signataire et cachet de l'entreprise
- Un devis correspondant à l'annexe financière
- Toute observation ou proposition qu'il peut émettre sur le cahier des clauses particulières et les éventuelles difficultés rencontrées,

Le délai de validité des propositions sera de 60 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

### 3.10. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

La date limite de réception des offres est fixée le **jeudi 28 novembre 2024 à 12h00**.

Les candidats doivent transmettre leur pli (comportant la candidature et l'offre) par un dépôt unique sur la plateforme des achats de l'État. Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur la plateforme PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

**Attention !** Il est recommandé aux candidats de débiter le téléchargement de leurs pièces plusieurs heures avant l'expiration des dates et heures limite de remise des offres, afin d'éviter que le téléchargement ne se termine après les délais impartis.

Un service de support du profil d'acheteur est disponible de 9 h 00 à 19 h 00, les jours ouvrés, pour répondre à vos questions ou vous assister en cas de difficultés :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/aide/assistance-telephonique>

### 3.11. EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

#### 3.11.1. Examen des candidatures

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, l'EP PNC élimine les candidats qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles demandées pour exécuter les prestations concernées.

L'EP PNC se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés, dans un délai approprié, de compléter leur dossier de candidature, s'il s'avère que ce dernier fait apparaître des pièces absentes ou incomplètes. L'EP PNC peut donc ne pas faire usage de cette possibilité et éliminer les candidats qui ne produisent pas un dossier de candidature complet.

#### 3.11.2. Jugement des offres

Pour chaque lot, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Libellé	%
1- Prix des prestations	40
2- Qualité du mémoire technique	40
3- Expérience et qualification	10
4- Calendrier d'exécution	10



### 3.11.2.1. Critère quantitatif financier : prix des prestations

Les offres seront comparées sur la base de l'annexe financière ou le devis fourni par le candidat.  
Le calcul de la note s'effectuera selon la formule suivante (hors offre jugée anormalement basse) :  
$$\text{Note sur 20} = 20 \times (\text{prix de l'offre la plus basse} / \text{prix de l'offre examinée})$$

### 3.11.2.2. Critère qualitatif : qualité du mémoire technique

La qualité du mémoire technique est jugée sur la base des pièces fournies par le candidat.

La note maximum pour ce critère sera de 20, le coefficient de pondération est de 40 %.

- Appréciation de la compréhension des besoins et des spécificités de la charte et du territoire du PNC (5 points)
- Dans ce cadre, pertinence et cohérence de la méthodologie proposée et de ses modalités d'exécution (10 points)
- Clarté et qualités pédagogiques du mémoire technique (5 points)

### 3.11.2.3. Expérience et qualification

Ce critère est jugé sur la base du mémoire fourni par le candidat.

La note maximum pour ce critère sera de 20, le coefficient de pondération est de 10 %.

### 3.11.2.4. Calendrier d'exécution

Ce critère est jugé sur la base du calendrier d'exécution fourni par le candidat.

La note maximum pour ce critère sera de 20, le coefficient de pondération est de 10 %.

### 3.11.2.5. Phase de négociation et note finale pour la sélection

Les notes obtenues pour les trois critères seront pondérées par le coefficient du tableau de pondération ci-dessus.

Le calcul de la note finale (sur 20) s'effectuera donc de la manière suivante :

**Note finale = note critère n°1 x 40% + note critère n°2 x 40% + note critère n°3 x 10% + note critère n°4 x 10%**

Sous réserve d'un nombre suffisant de candidats, L'EP PNC se réserve le droit de négocier les propositions avec les trois candidats les mieux classés. Cependant, il pourra attribuer le marché sur la base des seules offres initiales. Les modalités pratiques de la négociation seront précisées dans le courriel d'invitation à négocier. Elle pourra prendre la forme d'auditions qui seront passées soit en présentiel soit en distanciel, du 2 au 10 décembre 2024.

Les candidats devront alors répondre dans les conditions de forme et de délai fixées par l'EP PNC.

A l'issue de ces auditions, les notations des 4 critères pourront être, si besoin, réajustées, donnant lieu au calcul d'une note finale, les coefficients de pondération restant les mêmes.

L'offre retenue est l'offre qui a obtenu la meilleure note, appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessus avec leur pondération.

### 3.11.2.6. Suites données à la consultation

A l'issue de la période d'examen et de comparaison des offres, l'EP PNC adresse une lettre aux candidats dont l'offre n'a pas été retenue.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats des articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique, dans le délai maximum de **6 jours** imparti.

Conformément aux articles L.2141-8 du code de la commande publique, les renseignements erronés ou inexacts portés sur les documents produits par le candidat pourront entraîner la résiliation du marché.

Aussi, l'EP PNC peut, à tout moment, abandonner la procédure, sous la forme d'une déclaration sans suite.

### 3.12. Pilotage de la mission

Le suivi de la mission sera assuré par Jean-Michel ROGER, Chargé du suivi de l'évaluation de la Charte

- ☎ : 04 66 49 53 53    💻 : [jean-michel.roger@cevennes-parcnational.fr](mailto:jean-michel.roger@cevennes-parcnational.fr)

### 3.13. PRIX

#### 3.13.1. Établissement du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la fabrication, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au transport/frais d'envoi jusqu'au lieu de livraison, au déchargement, stationnement et à l'installation.

Les tarifs incluent les déplacements et, le cas échéant, les frais de restauration et d'hébergement.

#### 3.13.2. Forme du prix

Les prix sont réputés fermes et définitifs. Les prestations sont commandées et réglées par application des prix de l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement.

#### 3.13.3. Prestations supplémentaires hors bordereau des prix

Les réunions supplémentaires qui s'avèreraient nécessaires pourront être commandées sur la base du tarif indiqué au bordereau des prix.

L'EP PNC pourra demander des prestations supplémentaires, non prévues au bordereau des prix, au titulaire du marché. Un devis sera alors élaboré par le prestataire, puis soumis à l'EP PNC pour accord avant toute commande. Un avenant sera conclu en conséquence.

### 3.14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

#### 3.14.1. Avance forfaitaire

Aucune avance forfaitaire ne sera versée

#### 3.14.2. Demandes de paiement

Le titulaire adressera sa facture en référence à l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement, sur la base des prestations réalisées, en euros HT et euros TTC.

Les demandes de paiement peuvent être adressées une fois les prestations achevées.

Les factures seront rédigées à l'attention de :

M. le directeur du Parc national des Cévennes  
6 bis, place du Palais  
48400 Florac Trois Rivières

**et déposées sur le portail de dématérialisation des factures Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>**

Les factures comprendront :

Le montant H.T. afférent à chacun des paiements, majoré de la TVA à la charge de l'administration à la date de la facturation, ainsi que les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du prestataire et de l'EP PNC,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou au répertoire des métiers, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- le numéro d'identification à la T.V.A., le taux et le montant de la T.V.A.,
- l'intitulé et le numéro d'engagement juridique du marché,
- le numéro de son compte postal ou bancaire,
- le détail de la prestation assurée,
- le prix forfaitaire afférent à la prestation, conformément au bordereau des prix unitaires,
- la date d'exigibilité.

En cas de désaccord, l'EP PNC en informe le titulaire qui apporte les modifications requises à sa demande de paiement.

### **3.14.3. Modalités de règlement des comptes**

Le paiement s'effectuera après attestation de service fait, en application des règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur. L'administration se libérera des sommes dues au titre du présent marché par virement administratif dans un délai maximal de 30 jours, conformément aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai entraînera le versement d'intérêts moratoires dans les conditions détaillées aux articles R.2192-31 à 36 du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte ci-après :

#### **- Contractant unique ou mandataire du groupement :**

Compte ouvert au nom de : Établissement : IBAN :
--

#### **- Cotraitant n°1 :**

Compte ouvert au nom de : Établissement : IBAN :
--

### 3.15. BUDGET

L'ensemble de la prestation devra être contenu dans un budget maximum de **60 000 € TTC**.

### 3.16. MONTANT DE L'OFFRE

Le contractant ou les contractants s'engage(nt) à **exécuter les prestations demandées, au prix indiqué ci-dessous** :

Type d'offre	Montant total H.T	Taux de TVA	Montant total T.T.C
Offre de base	€	%	€

### 3.17. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

#### 3.17.1. Obligations générales

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus de se conformer aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur relatives aux droits du travail et de la sécurité sociale.

Le titulaire atteste sur l'honneur :

- que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-13, L1221-15, L 8221-3, L 8221-5, L3243-1, L 3243-2 et L 3243-4 du code du travail ;
- qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visés aux articles L 8221-1, L 8221-2, L 5221-8, L8251-1, L 8231-1, L 8241-1 et L 8241-2 du code du travail.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son ou de ses sous-traitants et à les fournir le cas échéant à l'EP PNC.

#### 3.17.2. Confidentialité

Le titulaire est astreint à une obligation de discrétion qui lui interdit de communiquer à des tiers tant les informations recueillies à l'occasion de la conclusion ou de l'exécution du marché, que les thèmes, caractéristiques ou résultats des études qui lui auront été commandées par l'EP PNC pour cette exécution.

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS, les informations dont le titulaire prend connaissance dans le cadre de l'exécution du marché revêtent un caractère strictement confidentiel. Ces renseignements ne peuvent, sans autorisation écrite de l'EP PNC, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour les connaître.

#### 3.17.3. Propriété intellectuelle

L'établissement public du Parc national des Cévennes est le seul titulaire des droits sur les documents, les données et les informations et fichiers qui seront produits au cours de la prestation.

La cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le prix du marché et ne donne pas lieu à un complément de prix.

### 3.18. PÉNALITÉS

Lorsque le délai contractuel de réalisation de la mission est dépassé, le titulaire encourt des pénalités sans mise en demeure préalable.

En dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, elles sont fixées de la manière suivante :

Objet	Pénalité journalière ou forfaitaire
Défaut d'exécution d'une prestation dans les délais prescrits	80€ /jour de retard
Défaut de remise d'un livrable	80 € /jour de retard
Absence non justifiée à une réunion auquel le prestataire doit assister	Forfait de 250 €

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités, elles sont dues dès le premier euro et ne sont pas plafonnées.

### 3.19. RÉSILIATION DU MARCHÉ

Par dérogation aux articles 36 et 39 du CCAG-PI, en cas de manquements aux obligations du prestataire, le pouvoir adjudicateur peut résilier unilatéralement et sans dédommagement le contrat, après mise-en-demeure restée infructueuse. Ne seront réputés acquis que les paiements correspondants aux prestations réalisées et jugées utilisables.

La mission sera résiliée par décision adressée par lettre recommandée avec avis de réception et dans un délai de 15 jours à réception dudit courrier.

Le CCAG-PI s'applique dans les autres cas.

### 3.20. ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève à la date d'acceptation de la prestation par le pouvoir adjudicateur, sauf prolongation notifiée.

Lorsque le pouvoir adjudicateur fait part de réserves, le titulaire doit remédier aux adaptations correspondantes dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où ces corrections ne seraient pas faites dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur appliquera les pénalités de retards mentionnées au présent marché, après mise en demeure demeurée infructueuse.

### 3.21. LITIGES

En cas de litige, les parties s'engagent à régler leurs conflits à l'amiable.

A défaut, le tribunal administratif du siège du Parc national des Cévennes est seul compétent.

Tribunal administratif de Nîmes – 16, avenue Feuchères – CS88010 – 30941 NÎMES Cedex 09 – Tél. 04 66 27 37 00 – Fax. 04 66 36 27 86 – Courriel : [greffe.ta-nimes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nimes@juradm.fr)

### 3.22. SIGNATURE DE L'OFFRE PAR LE CANDIDAT

➤ Signature de l'offre par le contractant unique

Nom, prénom et qualité du signataire : \_\_\_\_\_

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

*Signature du prestataire et cachet*

### 3.23. DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est **acceptée**.

Le présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement est constitué de<sup>1</sup> :

- ☐ Annexe(s) n° \_\_\_\_\_ relative(s) à la présentation d'un sous-traitant,
- ☐ Annexe(s) n° \_\_\_\_\_ relative(s) à la répartition entre cotraitants des prestations,
- ☐ Annexe(s) n° \_\_\_\_\_ relative(s) à une demande de précisions ou compléments sur la teneur des offres,
- ☐ Annexe(s) n° \_\_\_\_\_ relative(s) à la mise au point du marché,
- ☐ Autre(s) annexe(s) : \_\_\_\_\_

À Florac-Trois-Rivières, le \_\_\_\_\_

Le directeur de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes,  
**Vincent CLIGNIEZ**

<sup>1</sup> Cocher, parmi les annexes énumérées, celles qui constituent le présent acte d'engagement.